

Génocide des Tutsi au Rwanda : polémique avant les Rencontres photo d'Arles

AFP, 25 juin 2021

L'ex-ministre français Hubert Védrine est au cœur d'une polémique depuis des propos sur le génocide des Tutsi au Rwanda, des historiens et artistes réclamant sa démission du conseil d'administration d'un des plus grands festivals de photographie au monde, les Rencontres d'Arles.

L'ex-ministre français Hubert Védrine est au cœur d'une polémique depuis des propos sur le génocide des Tutsi au Rwanda, des historiens et artistes réclamant sa démission du conseil d'administration d'un des plus grands festivals de photographie au monde, les Rencontres d'Arles.

Les Rencontres ont lieu du 4 juillet au 26 septembre à Arles (sud de la France). Or, le 4 juillet est la date à laquelle les Rwandais commémorent depuis 27 ans la fin du génocide perpétré en 1994 contre la minorité tutsi et au cours duquel plus

de 800.000 personnes ont été exterminées.

Dans un communiqué transmis par les Rencontres et reçu par l'AFP jeudi soir, M. Védrine, qui était secrétaire général de la présidence française au moment du génocide, annonce avoir « *décidé de ne pas être présent lors de la semaine d'ouverture des Rencontres début juillet* ».

Il se dit « *très attaché au redémarrage serein des Rencontres (...) qui reprennent après avoir, comme tout le secteur culturel, connu une année difficile, et soucieux qu'elles ne se trouvent pas instrumentalisées par des polémiques qui leur sont étrangères* ».

Mais il ne présente pas sa démission de la présidence du conseil d'administration des Rencontres comme le réclament 650 signataires dans une pétition publiée sur le site change.org, émanant notamment d'historiens, de l'artiste franco-rwandais Gaël Faye, des écrivains Scholastique Mukason-

ga, Atiq Rahimi et Marie Desplechin ou du député européen Damien Carême.

« *Après avoir longtemps nié les responsabilités de l'Élysée, dont il était le secrétaire général, M. Hubert Védrine dénonce désormais dans la presse d'extrême droite (Eléments, n°190, juin-juillet 2021) les intellectuels et les médias qui ont fait leur travail sur le Rwanda : "Ah si les journaux étaient tenus comme autrefois, ça ne durerait pas une minute". Ses propos, comme d'autres tenus auparavant, sont inadmissibles* », souligne la pétition.

« *Au nom de la mémoire des victimes du génocide des Tutsi, et afin que la réputation de cet événement ne soit pas entachée par la présence d'un président désormais disqualifié, afin également de permettre aux Rencontres (...) de poursuivre un dialogue serein avec le continent africain, nous demandons à Hubert Védrine de bien vouloir se mettre en retrait de la présidence des Rencontres* », poursuit-elle.

Dans un récent rapport, la commission d'historiens Duclert a conclu aux « *responsabilités lourdes et accablantes* » de la France et à l'« *aveuglement* » du président socialiste de l'époque François Mitterrand et de son entourage face à la dérive génocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris.

Lors d'une visite fin mai à Kigali, le président Emmanuel Macron a reconnu les « *responsabilités* » de la France dans le génocide.

En réponse à une récente tribune publiée dans *Libération* par les signataires de la pétition, M. Védrine a répondu mercredi dans une tribune dans ce même journal, jugeant « *incompréhensible* » d'être « *pris à partie à propos de la politique de la France au Rwanda de 1990 à 1993 et en 1994 puisque je n'ai joué aucun rôle particulier dans la détermination et la mise en œuvre de cette politique, ce que même le rapport Duclert reconnaît* ».